

RH. L'industrie française de l'armement manque cruellement de bras

Category: 2020-2030,Actualités,Armement

10 janvier 2025



Selon une étude menée par la DGA auprès de 2 500 entreprises, l'industrie de l'armement manque cruellement de bras et de cerveaux : 10 000 postes sont

immédiatement à pouvoir dans tout le pays.

Pour produire plus et plus vite, les entreprises, dont le carnet de commandes est plein, recherchent avant tout des ouvriers et des techniciens. La difficulté à recruter des profils expérimentés pourrait être un frein pour répondre aux défis de l'économie de guerre.

Naval Group envisage de recruter plus des 1 000 personnes en 2025 dans un grand nombre de métiers: soudeurs, électriciens, électroniciens, métiers du digital, ingénieur...

Et si le nerf de la guerre, c'était... les RH ? [En pleine économie de guerre](#), où le ministère des armées demande aux industriels de l'armement de produire plus et plus vite, ceux-ci manquent cruellement de bras. «*Il y a 10 000 postes disponibles dans les industries de défense partout en France*», estime le délégué général à l'armement Emmanuel Chiva. Le patron de la direction générale à l'armement (DGA) s'exprimait à l'occasion de son audition le 4 décembre devant la commission de la défense et des forces armées sur les enjeux de l'économie de guerre.

Hassan MEDDAH

[L'Usine Nouvelle](#)

10 décembre 2024

Dopées par le *Rafale* et les sous-marins, les exportations d'armes françaises ont atteint 18 milliards d'euros en 2024

Les exportations d'armement de la France ont atteint 18 milliards d'euros en 2024, soit la deuxième meilleure année enregistrée par le secteur après 2022. S'il se félicite de ces résultats, le gouvernement reste lucide sur le chemin qu'il reste à accomplir pour parvenir à mettre en place une véritable économie de guerre dans l'Hexagone.

Les exportations d'armes françaises sont au beau fixe : elles ont atteint pas moins de 18 milliards d'euros en 2024. Sébastien Lecornu, ministre des Armées, l'a annoncé mardi 7 janvier en précisant que 10 milliards d'euros concernaient des «*plateformes phares*» comme le chasseur *Rafale* de Dassault (La Serbie a acheté douze Rafale en 2024) ou les sous-marins d'attaque produits par *Naval Group*.

Thibaut CHEREAU

[L'Usine Nouvelle](#)

07 janvier 2025

Dassault a quasiment doublé ses livraisons de *Rafale* en 2024

M

Dassault Aviation a livré 21 *Rafale* en 2024, contre 13 en 2023. L'avionneur espère atteindre la cadence de trois appareils par mois en 2025, mais fait face à des tensions au sein de sa chaîne de fournisseurs. Si le succès de son avion de combat se confirme, ses jets d'affaires sont en revanche moins à la fête.

L'an dernier, Dassault Aviation a livré 21 *Rafale*, contre 13 en 2023. En ligne de mire: passer de 2 à 3 avions produits par mois dans le courant de l'année 2025.

Les livraisons de *Rafale* relèvent franchement le nez. [Dassault Aviation](#) a fait savoir, mardi 7 janvier, qu'il avait livré l'an dernier 21 exemplaires de son avion de combat, [contre 13 en 2023](#). Soit un exemplaire de plus que l'objectif fixé en début d'année. Dans le détail, 14 *Rafale* étaient destinés à l'armée française et 7 à l'export. Avec un carnet de commandes total de 220 *Rafale* (dont 164 à l'export), contre 211 l'an dernier, l'industriel cherche à tirer vers le haut ses cadences de production pour réduire les délais de livraisons auprès de ses clients. Et ce malgré les fortes tensions au sein de la chaîne de fournisseurs.

Objectif pour Dassault Aviation : passer de 2 à 3 exemplaires produits chaque mois dans le courant de l'année, sur un cycle annuel de 11 mois (le mois d'août n'étant pas pris en compte). Pour rappel, l'outil industriel de Dassault Aviation était calé sur la cadence d'un *Rafale* par mois jusqu'en 2014. Puis la première vague de contrats exports entre 2015 et 2017 - avec 24 appareils pour l'Egypte, 24 pour le Qatar et 36 pour l'[Inde](#) - avait poussé à tirer vers le haut les capacités de production.

Une montée en cadences délicate

Après un ralentissement industriel engagé en 2020 faute de nouveaux contrats, l'avionneur a remis les gaz à la faveur d'une nouvelle salve de commandes à l'export : 80 pour les Émirats Arabes Unis, 31 pour l'Egypte, 12 pour la Grèce, 42 pour l'Indonésie et 12 pour la Serbie. L'an dernier, 30 *Rafale* ont encore été commandés, contre 60 en 2023 (42 France et 18 à l'export). Il s'agit des 12 destinés à la Serbie ainsi que de 18 exemplaires pour l'Indonésie, ces derniers étant compris dans le contrat de 42 *Rafale* passé en 2022. [Une moisson de contrats qui a contribué aux 18 milliards d'euros de contrats d'exportation d'armement en France l'an dernier.](#)

Dassault Aviation devrait donc parvenir à produire cette année entre 25 et 30 appareils. L'objectif de livraisons pour cette année sera dévoilé le 5 mars prochain, à l'occasion de la présentation des résultats annuels. Pour rappel, Dassault livrant parfois par paquets, il est parvenu certaines années à livrer davantage d'appareils que ne le laissent supposer les cadences : l'avionneur à par exemple livré 25 *Rafale* en 2021. La montée en cadence de l'avionneur, qui bénéficie aujourd'hui de dix années de production assurée, est tout sauf triviale : il faut 36 mois pour produire un *Rafale*, un assemblage qui met par ailleurs en branle quelque 400 sous-traitants répartis sur tout le territoire français. Et entre les commandes pour l'armée française et ses clients à l'export, l'industriel va devoir trouver le bon équilibre.

Si le *Rafale* prend de la hauteur, les *Falcon* sont en revanche plus à la peine. L'an dernier, Dassault Aviation a livré 31 *Falcon* : un niveau supérieur à celui de 2023 (26 *Falcon*) mais inférieur à l'objectif fixé de 35 jets d'affaires. Pour mémoire, pas moins de 95 *Falcon* avaient été livrés en 2010. Si le marché de l'aviation d'affaires reprend aujourd'hui des couleurs, là encore, l'avionneur fait face comme les autres donneurs d'ordre à des retards de livraisons de pièces au sein d'une chaîne de fournisseurs mise à rude épreuve depuis le Covid. Malgré tout, l'industriel peut se consoler avec un bilan commercial à la hausse : 26 *Falcon* ont été commandés en 2024, contre 23 en 2023. Le carnet de commandes comprend aujourd'hui 79 *Falcon*, soit 5 de moins qu'en 2023.

Olivier JAMES

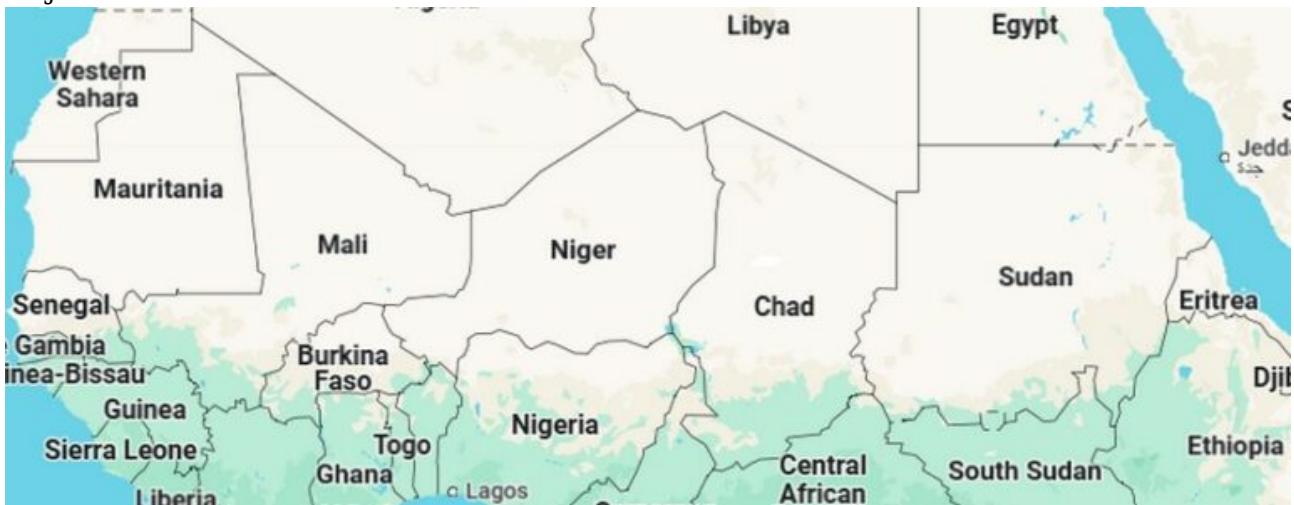
L'Usine Nouvelle

08 janvier 2025

Stratégie. Les conditions d'une future politique sahélienne

Category: 2020-2030, Afrique, Mafias et terrorisme

10 janvier 2025



Au Sahel où le retrait français a laissé le champ libre aux GAT (Groupes armés terroristes), la situation est désormais hors contrôle. Face aux massacres de civils, les armées locales sont totalement dépassées quand elles ne sont pas complices. Quant aux mercenaires russes, ce n'est pas en multipliant les crimes de guerre qu'ils pourront faire croire aux populations qu'ils sont animés de la « *parcelle d'amour* » qui était si chère à Lyautey et aux grands coloniaux français...

Il faut bien voir que la catastrophe actuelle résulte de deux principales erreurs de diagnostic faites par les décideurs parisiens :

1) Avoir cautionné la cuistrerie de ceux de leurs « experts » officiels qui qualifiaient systématiquement de jihadiste tout bandit armé ou même tout porteur d'arme.

Alors que nous étions face à un « cocktail » de revendications ethniques, sociales et politiques opportunément habillées du voile religieux, et que le trafic était devenu le poumon économique de populations subissant les effets d'une désertification accélérée par la démographie. D'où la jonction entre trafic et islamisme, le premier se faisant dans la bulle sécurisée par le second.

2) Avoir ignoré les constantes ethno-historico-politiques régionales.

Un tel refus obstiné de prendre en compte les réalités ethniques s'explique à la fois par l'idéologie et par l'ignorance. Avec pour conséquence que des solutions aussi hors sol que simplistes ont été plaquées sur la complexe, mouvante et subtile alchimie humaine sahélienne.

En effet, dans ces immensités où le jihadisme surinfecte de vieilles plaies ethno-historiques, présenter comme solution un processus électoral est une farce tragique car il n'aboutit qu'à un sondage ethnique grandeur nature. Quant au discours convenu prônant la nécessité de combler le « *déficit de développement* » ou encore la « *bonne gouvernance* », il relève du charlatanisme politique...

En 2025, si, après avoir été honteusement « éjectée » du Sahel à la suite de l'accumulation des erreurs commises par Emmanuel Macron, la France décidait d'y revenir, ses dirigeants devraient alors bien réfléchir. Ils ne devraient en effet plus voir la question régionale à travers le prisme des idéologies européocentriques, des automatismes contemporains et des «*singularités* » LGBT.

Tout au contraire, il s'agirait pour eux de replacer les évènements dans leur contexte historique régional à travers cette longue durée qui, seule, permet de comprendre qu'ils sont liés à un passé toujours prégnant et qui conditionne largement les choix des uns et des autres.

Bernard LUGAN*

[Editorial de janvier 2025](#)

*Pour le comprendre, on se reportera à mon livre [Histoire du Sahel des origines à nos jours](#).

Pour aller plus loin, lire :

[L'Afrique Réelle n°181 - Janvier 2025](#)

Sommaire

Dossier : L'année 2024 en Afrique, bilan et perspectives pour 2025

- L'Algérie sans boussole
- Algérie, un bilan diplomatique désastreux
- Le trou noir du Sahel
- Ailleurs sur le continent

Dossier : Soudan, la guerre de l'est contre l'ouest

- La descente aux enfers du Soudan
- Les fronts du Soudan

Missiles : MBDA devient l'unique propriétaire de Roxel

Category: 2020-2030,Armement,Europe de l'Ouest,Technologies
10 janvier 2025



MBDA a finalisé l'achat de 50 % des parts détenues par Safran dans le spécialiste de la propulsion tactique Roxel.

Le groupe de défense *MBDA* a annoncé la conclusion du rachat à *Safran* de la moitié du capital du groupe franco-britannique *Roxel*, spécialisé dans les moteurs pour missiles. Ainsi, *MBDA* possédera la totalité du capital de la société, ce qui lui permettra d'accélérer la montée en cadence de ses missiles grâce à une meilleure intégration verticale.

Anne BAUER
[Les Echos \(extrait\)](#)
06/01/2025

Souveraineté. Menaces sur l'industrie d'armement française

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Union Européenne
10 janvier 2025



Le Groupe Vauban met en garde contre la création d'un marché unique européen de la défense, qui ferait la part belle aux industriels extra-européens et aux coalitions germano-italiennes ou germano-britanniques, affaiblissant ainsi considérablement la souveraineté française. Face à cette évolution pilotée par les « deux Bruxelles » et par Berlin, il appelle à une révision fondamentale des alliances et à un sursaut national pour préserver l'industrie d'armement et la dissuasion françaises.

Présentation AASSDN : Le Groupe "Vauban", est composé d'experts des questions de Défense soucieux de préserver la souveraineté nationale notamment dans le domaine stratégique de l'industrie d'armement. Les deux articles ci-dessous, parus fin 2024 dans *La Tribune*, ont pour objet d'alerter et de sensibiliser les Français sur les conséquences des opérations de recomposition envisagées et en cours des alliances dans l'industrie d'armement européenne. Selon les conclusions de l'analyse très argumentée réalisée par le Groupe "Vauban", la situation de l'industrie de défense française, atout majeur de la souveraineté de notre pays en sortirait très affaiblie.

L'Europe coalisée contre la France

Les deux Bruxelles contre la France

(1/2)

;

Où va l'Union européenne dans le domaine de l'industrie de la défense ? Selon le groupe Vauban, la création d'un marché unique au niveau européen ouvrira la porte aux industriels américains, israéliens et sud-coréens avec la création d'une autorité centralisée européenne de l'industrie de défense. Elle permettra une « coordination améliorée pour agréger l'acquisition de systèmes américains par des groupes d'États-Membres de l'UE », selon une recommandation du rapport Draghi. C'est pour cela que la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a souligné le rôle de l'Otan qui est, selon elle, « la colonne vertébrale » de la défense commune.

Dans sa longue histoire, la France s'est régulièrement retrouvée seule face à une Europe coalisée contre elle : la force de son État-nation, de son génie diplomatique et militaire et de son rayonnement culturel lui a toujours permis d'y faire face. Les guerres de Louis XIV puis celles de la Révolution et de l'Empire, jusqu'aux décisions diplomatiques et militaires du général de Gaulle, en témoignent. L'Histoire se répète aujourd'hui sous d'autres formes, moins épiques mais tout aussi décisives : la résurrection de la Communauté Européenne de Défense de 1952, l'alliance germano-italienne dans le domaine terrestre (avant son prolongement ultérieur dans le domaine naval), et l'accord germano-britannique de *Trinity House*, prenant à revers le Traité de Lancaster House et celui d'Aix-la-Chapelle, en sont trois récentes manifestations.

Au terme de ces développements, la France n'est nulle part dans une Europe qu'elle prétend pourtant bâtir mais qu'elle n'a ni volonté ni constance pour la guider vers le sens de ses intérêts.

Bruxelles la fédérale ou la « volière des cabris »

L'âme de la première coalition anti-française est à Bruxelles. S'arrogant des compétences qu'aucun traité ne lui reconnaît, la Commission européenne, pourtant gardienne des traités, use et abuse des mêmes procédés, dénoncés en son temps par la France lors de la politique de la chaise vide (mai - juillet 1965) : utilisant avec zèle son droit d'initiative, elle prend prétexte du marché intérieur pour réglementer le domaine de la Défense, sanctuaire pourtant exclusif des États-nations.

Avec ses manières à la fois arbitraires et bureaucratiques mais toujours opaques, car avançant masquée, elle promet à ce secteur le même sort que les autres domaines dont elle s'est occupée depuis 1958 : la ruine totale au profit de la concurrence extra-européenne. L'agriculture, les transports, l'énergie, la métallurgie, l'automobile ont été sacrifiés sur l'autel de ses décisions et de ses convictions : les mêmes remèdes produisant les mêmes causes, la Défense ne fera pas exception.

En ce sens, le rapport Draghi et la nomination d'un Commissaire européen à la défense accélèrent le processus, amorcé en 1952 avec la CED. La marche fédérale de von der Leyen consiste en cinq étapes claires dont la caractéristique commune est de reposer sur des principes tous aussi faux que néfastes aux systèmes de défense de chaque État-membre :

L'Europe sous les fourches caudines américaines

Ce schéma n'est ni imaginaire ni exagéré : c'est très exactement l'Europe de la Défense que dessine le rapport Draghi et que M. Kubilius s'efforcera, pas à pas, de concrétiser durant son mandat. En ruinant assurément le secteur de l'industrie d'armement en Europe, il détruira l'objectif même recherché : la défense de l'Europe par elle-même. Que nombre d'États-membres n'aient pas protesté, se conçoit : comme le disait le général De Gaulle **[1]**, « *les Allemands, les Italiens, les Belges, les Pays-Bas sont dominés par les Américains* ».

Mais il est tragique de constater qu'en France, il n'y aura plus communistes et gaullistes - ou un Mendès-France - pour faire échec à cette CED nouvelle version. Les communistes ont disparu et les gaullistes, depuis Jacques Chirac, se sont ralliés à la fédéralisation de l'Europe tout en maintenant la doctrine de dissuasion française, refusant de voir que l'une sacrifie délibérément l'autre. Aucun parti, y compris le RN, ne va jouer le rôle-clé qu'il aurait pu jouer sur ce dossier, à l'instar de celui joué par le gaullisme en 1954.

Cette marche à la supranationalité ne sera donc pas freinée par les États-membres sans géopolitique ni par les partis souverainistes sans courage, mais bel et bien recadrée par ceux-là même à qui elles profitent *in fine* : l'OTAN et les Etats-Unis, car ce que Madame von Der Leyen n'a pas voulu voir ou dire, c'est que sa CED à elle, en faisant doublon à l'OTAN, se condamne d'elle-même.

L'Europe ne faisant pas le poids face à l'OTAN, la seule issue à ce conflit, déjà palpable à Bruxelles, sera une supranationalité soigneusement encadrée ou recadrée par les Etats-Unis pour, à la fois, assoir leur *leadership* politique en Europe (un théâtre d'opération majeur pour eux quoiqu'en dise) et s'assurer des parts dominantes dans le marché européen de la Défense. « *To get the U.S in, the Soviets out and the Germans down* » : cette définition cynique de l'OTAN formulée par le premier Secrétaire-Général de l'OTAN, Lord Ismay, reste toujours d'actualité.

L'Europe de la défense de Mme von der Leyen se dissoudra donc dans le pilier européen de l'OTAN, donnant ainsi raison au général De Gaulle : « *Vous savez ce que ça veut dire, la supranationalité ? La domination des Américains. L'Europe supranationale, c'est l'Europe sous commandement Américain* » **[2]**.

La seule initiative qui subsistera sera la communautarisation forcée de l'industrie de défense des États-membres, annoncée dès le 8 juillet 2017 par Mme Goulard, éphémère ministre de la Défense française : « *Si nous voulons faire l'Europe de la défense, il va y avoir des restructurations à opérer, faire des choix de compatibilité et, à terme, des choix qui pourraient passer dans un premier temps pour aboutir à privilégier des consortiums dans lesquels les Français ne sont pas toujours leaders* ». La perte de souveraineté industrielle assumée est toujours d'actualité si l'on en croit MM. Cingolani et Folgiero, respectivement PDG de Leonardo et de Fincantieri qui ont repris récemment la même antienne...tout en s'assurant que cette Europe industrielle-là se fera sous leur tutelle **[3]**.

Au bilan, la seule « *politique de la chaise vide* » que la France aura faite, n'a pas été le fruit d'une décision d'un ministre de la Défense français qui s'affiche gaulliste, mais de quelques industriels tricolores qui ont refusé de signer leur arrêt de mort sur l'autel de la fédéralisation de l'industrie d'armement. Deux d'entre eux sont les maîtres d'œuvre de la dissuasion : ce

n'est pas un hasard tant la CED de Mme von Der Leyen est négatrice de la doctrine de dissuasion nationale qui suppose la *souveraineté intégrale* et non la *servitude volontaire* aux deux Bruxelles.

[1] *C'était de Gaulle*, Alain Peyrefitte, Tome II, page 296

[2] Op.cit.

[3] Propos extrêmement clairs de M. Cingolani, *Corriere della Serra*, 27 octobre 2024, liant perte de souveraineté et *leadership* : « *Dans l'espace, comme dans la défense, ce qui est petit n'est pas beau et même une taille moyenne comme la nôtre ne suffit pas : les entreprises européennes doivent s'allier, sacrifiant leur souveraineté sur le petit marché intérieur pour pouvoir rivaliser ensemble sur l'immense marché mondial. Leonardo fait office de sherpa dans ce domaine et avec Rheinmetall, nous avons atteint un premier sommet historique* ».

L'Europe coalisée contre la France

L'Allemagne, l'âme des coalitions de revers

(2/2)

Après avoir exploré les pièges de la résurrection de la Communauté européenne de défense de 1952, le groupe Vauban décrypte la stratégie de marginalisation de la France par l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne avec l'alliance entre Berlin et Rome dans le domaine terrestre et l'accord de Trinity House avec Londres.

L'âme de la deuxième coalition est, sans surprise, à Berlin même. Poursuivant sa politique de champions nationaux (Diehl dans les missiles ; OHB dans le spatial ; Rheinmetall plus que KMW, dans les blindés ; Hensoldt dans l'électronique de défense ; TKMS dans le naval ; Renk et MTU dans la propulsion) et de récupération des compétences qui lui font encore défaut (propulsion spatiale, satellites d'observation et aéronautique de combat et missiles), l'Allemagne a compris depuis les années 90 qu'elle obtiendrait beaucoup plus d'une France récalcitrante en faisant des alliances de revers que par la négociation directe.

En ce sens, l'actualité récente est la réédition des années 1997 à 2000, années où Berlin a proposé à Londres des fusions de grande ampleur : Siemens avec BNFL, bourse de Francfort avec celle de Londres, DASA avec British Aerospace. A chaque fois, il s'agissait moins de forger des alliances de revers que de faire pression sur la France. Trop faible pour voir clair dans ses intérêts et le jeu de ses concurrents, trop altruiste pour voir toute la naïveté et la portée de ses actes, la France de Lionel Jospin a offert la parité à l'Allemagne dans le domaine de l'aéronautique, elle qui n'en demandait au mieux que le tiers (qu'elle pesait au demeurant très justement...).

L'Allemagne, l'âme des coalitions de revers

Avec ses alliances en Italie (dans le domaine des blindés) et au Royaume-Uni (sur l'ensemble des segments), Berlin tend à Paris de nouveau le même piège : « *cédez sur le MGCS et le*

SCAF, ou nous actionnons l'alliance de revers ». L'Europe de l'industrie d'armement qui se prépare, n'est en réalité qu'une coalition contre les thèses françaises dans la Défense et son indispensable corolaire, l'armement. Nulle surprise dans ce constat : dominant ses concurrents militaires et industriels grâce à l'héritage gaullien, possédant le sceptre nucléaire qui lui ménage une place à part dans le concert des grandes nations, influente par son siège au Conseil de sécurité aux Nations-Unies et ses exportations d'armement, la France est le pays à ramener dans le rang des médiocres aigris et jaloux et de la petite bourgeoisie de la défense européenne.

Rien de nouveau sous le soleil européen puisque, si l'on en croit Alain Peyrefitte, le général De Gaulle faisait déjà cette analyse : « *Pour la dominer aussi, on s'acharne à vouloir la faire entrer dans un machin supranational aux ordres de Washington. De Gaulle ne veut pas de ça. Alors, on n'est pas content, et on le dit à longueur de journée, on met la France en quarantaine.* » (13 mai 1964).

La menace Rheinmetall

Marginalisée depuis la création de *KANT* puis de *KNDS*, méprisée voire sacrifiée en France même par le gouvernement de François Hollande en 2015 avec la complicité des députés UMP, l'industrie terrestre nationale ne vit que par des îlots (canons, tourelles, obus), ayant abandonné les chars (sans que la DGA ne réagisse en 2009 lors de la suppression de la chaîne *Leclerc* par Luc Vigneron), les véhicules blindés chenillés (choix très contestable du tout-roues), l'artillerie à longue portée et saturante ; écrasée par la férule de Frank Haun, désormais noyé dans *KNDS* France sans trop oser se défendre lui-même, Nexter est menacé de disparition par la double alliance *KMW/Rheinmetall* au sein du *MGCS* et *Rheinmetall/Leonardo* dans l'ensemble des segments.

Aveuglé par le couple franco-allemand, Paris n'a pas accordé assez d'attention à la montée en puissance de *Rheinmetall*, vrai champion du terrestre allemand, qui, par commandes et acquisitions, se retrouve enraciné en plein milieu du jeu allemand (comme future actionnaire de *TKMS* et bras armé de la politique ukrainienne de Berlin), et de la scène européenne qu'il a conquise pas à pas : en Hongrie d'abord, puis au Royaume-Uni, en Lituanie, en Roumanie, en Ukraine, en Croatie et désormais en Italie, sans oublier d'établir la relation transatlantique (avec *Lockheed Martin* sur le *F-35*, avec *Textron* sur la compétition *Lynx* et en achetant le constructeur *Loc Performance Products*). La toile tissée par *Rheinmetall* en Europe est une véritable coalition contre les positions françaises.

Un partage de l'Europe sans la France

Le même coup de faux se prépare avec l'accord germano-britannique de *Trinity House* qui, même s'il ne réalisera pas toute ses prétentions faute de compétences et de moyens, érige un axe concurrent durable et redoutable dans des domaines clés pour la France : le nucléaire, les systèmes de missile à longue portée, les drones d'accompagnement des avions de combat de future génération, la robotique terrestre, la patrouille maritime.

Fidèles serviteurs de l'OTAN et de Washington, animés d'un désir de mettre la France en position d'infériorité militaire et industrielle, les coalisés se sont partagés l'Europe : à l'Allemagne, la défense du flanc Nord de l'OTAN ; à l'Italie, la défense du flanc Sud joignant théâtre de la Méditerranée orientale à l'Asie-Pacifique ; au Royaume-Uni, la Turquie, la

Pologne et les pays baltes en liaison avec l'Allemagne. Les contrats industriels suivent les diplomates, avec une moisson gigantesque de chars de combat *Leopard*, de véhicules blindés *Boxer*, de l'artillerie *RCH-155*, de véhicules blindés de combat d'infanterie *Lynx* et de chars *Panther* et de systèmes sol-air (22 pays membres de l'initiative allemande *ESSI*).

La France nulle part dans l'Europe qu'elle prétend bâtir

Au bilan, la France est nulle part dans cette Europe qu'elle prétend pourtant bâtir ; elle n'a pas eu le courage politique de s'opposer aux dérives illégales de la Commission européenne en pratiquant la politique de la chaise vide ; son gouvernement est un mélange instable de fédéralisme affirmé, d'atlantisme assumé et de gaullisme à éclipses : comment pourrait-il mener une autre politique que celle « *du chien crevé au fil de l'eau* » (De Gaulle) consistant à se couler avec facilité et confort dans le *mainstream* institutionnel otanien au nom de l'Ukraine ? Comme lors de la IV^e République, ses partis politiques sont occupés à la tambouille politique et ne pensent plus le monde selon les intérêts nationaux mais selon les intérêts de l'OTAN, de l'Ukraine et d'Israël.

Alors que la France s'épuise en débats stériles politiciens dans un régime devenu instable (les deux vont de pair), ses positions stratégiques en Europe se dégradent :

Le pire est que ces développements ont été portés par la classe politique elle-même qui les a encouragés à coup de proposition de « *dialogue sur la dissuasion* », « *d'autonomie stratégique européenne* » ou de programmes en coopération mal négociés, en mettant de côté les aspects gênants comme les divergences de doctrine, de niveau technologique et d'analyses sur les exportations.

Le pire est également que ces développements se profilent au moment même où la France, faute de limiter son gouvernement aux seuls domaines régaliens et de créer la richesse au lieu de la taxer et de la décourager, n'a plus les moyens de sa défense : comment celle-ci pourrait-elle en effet continuer de résister à la dérive des finances publiques, à la sous-estimation systématique de tous ses besoins (des capacités négligées aux infrastructures délaissées en passant par les surcoûts conjoncturels prévisibles mais ignorés) et à la mauvaise gestion de ses finances propres (comme en témoigne le montant faramineux des reports de charges) ?

Si la LPM est officiellement maintenue en apparence, ses fondements financiers, déjà minés dès sa conception par un sous-financement général, apparaissent pour ce qu'ils sont : insuffisants à porter le réarmement national de manière durable et soutenu. Faudra-t-il comme Louis XIV vendre l'argenterie royale ? Faudra-t-il vendre des biens nationaux comme la Révolution le fit dans son incurie ? Ou lui faudra-t-il écraser d'impôts les Français comme le Premier Empire s'y est résigné pour éviter l'emprunt ?

Une révision drastique de ses alliances

La rupture avec les deux Bruxelles est la double condition de la renaissance nationale.

Face à l'Europe coalisée contre son système de défense, la France n'aura pas d'autre choix qu'un sursaut passant par une révision fondamentale du rôle de l'État, c'est-à-dire la réduction drastique de ses interventions sociales et économiques ruineuses et inefficaces, et d'une révision complète de son cadre d'alliances, afin que celles-ci la fortifient au lieu de l'atrophier.

La guerre froide n'a pas empêché ni la politique de la chaise vide ni le retrait du commandement intégré de l'OTAN, c'est-à-dire de quitter les deux Bruxelles au profit d'une politique du grand large, et pourtant le général de Gaulle qui a pris ces deux décisions majeures, n'était ni irresponsable ni irréfléchi. Les fruits de la grande politique qu'il a voulu, sont connus : un rayonnement considérable de sa diplomatie et de ses exportations d'armement.

[Groupe Vauban*](#)

Article paru dans « *La Tribune* »

[04 et 05/11/2024](#)

[*] Le groupe Vauban regroupe une vingtaine de spécialistes des questions de défense.

Souveraineté numérique : Conférence sur les fondements et frontières de la souveraineté numérique

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Souveraineté
10 janvier 2025



Le monde est en train de changer en passant de la domination des occidentaux à celle des BRICS. Parallèlement après avoir cru à la mondialisation depuis 1990 nous rentrons dans la multipolarité dans laquelle chaque groupe de pays veut affirmer sa spécificité et recouvrer une souveraineté mise à mal par le système occidental.

La souveraineté c'est le droit absolu d'exercer une autorité législative, judiciaire ou exécutive sur une région, un pays ou un peuple. Comme l'a défini le général De Gaulle : Tout système qui consisterait à transmettre notre souveraineté à des aéropages internationaux serait incompatible avec les droits et devoirs de la république française.

Au niveau d'un pays elle peut être politique, territoriale, économique, militaire et, pour ce qui nous intéresse, numérique.

A ce stade il faut rappeler la définition du numérique : c'est une information qui se présente sous forme de nombres, associés à une indication de la grandeur physique à laquelle ils s'appliquent, permettant les calculs, les statistiques, et la vérification des modèles.

La souveraineté numérique c'est donc tout ce qui permet à un état ou une organisation d'établir son autorité, pour exercer ses pouvoirs dans le cyberspace, en couvrant des domaines comme le contrôle des données personnelles ou la dépendance technologique.

Pour aller plus loin il faut se souvenir qu'elle est de deux ordres :

- La souveraineté numérique proprement dite concerne la propriété et fait référence à la capacité de gouverner l'infrastructure numérique. Elle permet de donner confiance aux citoyens, aux entreprises et aux administrations en contribuant à la protection de leurs données personnelles, professionnelles ou étatiques. On la mesure en identifiant au niveau des fournisseurs, des technologies, et des personnes, les endroits où un effet de verrouillage ou d'autres problèmes affectent ou peuvent affecter la souveraineté numérique
- La souveraineté des données concerne le contrôle. Elle fait référence aux lois et à la gouvernance entourant la collecte et le stockage des données. Elle repose sur l'autorité permettant de détenir des données et sert en droit générique au service des nombreux aspects liés au traitement des données numériques entre protection chiffrement transmission et stockage.

En France la RGPD établit ce qui est acceptable en matière de collecte de traitement et de stockage des données personnelles. On attend des entreprises qu'elles respectent la vie privée, qu'elles soient transparentes sur la manière de collecter et d'utiliser les données, et qu'elles leurs fournissent les outils dont elles ont besoin pour gérer leurs données.

Au niveau de l'UE dans le cadre du *Digital Cyber Act* mis en marche le 6 mars 2024, le commissaire européen Thierry Breton a fait adopter 3 textes : le *Digital Operational Resilience*

Act (DORA) pour les financiers, le *Digital Service Act* (DSA) pour les contenus illégaux , et le *Digital Market Act* (DMA) pour protéger les utilisateurs européens et leurs données.

Cette souveraineté des données de l'UE est garantie par l'application de ces réglementations assurant leur protection quel que soit leur lieu de traitement ou de stockage.

Elle développe la concurrence sur les marchés numériques avec les géants du secteur. Sa mise en œuvre au niveau des enquêtes qui démarrent va permettre des sanctions réelles : ainsi Apple risque 6% d'amendes sur son CA mondial pour abus de monopole. Mais les capacités de remplacement des GAFAM par des acteurs européens est loin d'être évidente d'autant que la commission se mobilise peu pour y contribuer comme on l'a vu par exemple pour Nokia.

En complément de la souveraineté numérique et des données, il faut évoquer l'IA souveraine qui est la capacité d'une nation à développer l'IA avec des talents locaux à différents niveaux, en fonction de sa stratégie nationale en matière d'IA. Elle fait référence au contrôle exercé par un gouvernement ou une organisation sur les technologies d'IA et les données pour l'adapter à ses besoins locaux en vue de préserver ses valeurs et sa surveillance réglementaire.

Comme l'a dit Joseph Wehbe au *World Economic Forum* de Davos : Tous les gouvernements devraient travailler à lancer et développer des écosystèmes d'IA locaux pour piloter la compétitivité économique et préserver leurs propres valeurs.

Selon la définition de Francois Jolain, la souveraineté numérique repose sur 3 piliers :

- l'électronique que l'on fabrique (hardware)
- les logiciels qui tournent (software),
- les logiciels qui offrent un service en ligne sur internet (cloud)

Le Hardware :

C'est la filière des infrastructures commençant par les serveurs dans les datacenters reliés par des câbles de fibres optiques à travers le monde et se terminant en périphérie par tous les appareils connectés.

Les GAFAM et les BATX investissent dans les infrastructures. Les câbles sont surveillés et interceptés non seulement par les pays traversés mais aussi sur leur parcours sous-marins.

L'ensemble repose sur l'utilisation massive de semi-conducteurs. Il y a quelques années Intel contrôlait la chaîne avec un quasi-monopole. Aujourd'hui c'est très fragmenté mais la majeure partie de la fabrication se concentre sur l'Asie, principalement à Taiwan avec TSMC, Foxconn, et Mediatek mais il y en a aussi en Corée, au Japon, et en Chine avec Huawei.

La clé du process est dans la réalisation des puces. Les schémas de base sont vendus par ARM ou RISC-V en open source. La fabrication passe par un producteur sélectionné pour sa capacité selon l'épaisseur en nanomètre sachant que plus les transistors du circuit électronique sont fins plus on peut densifier le circuit et dissiper la chaleur. La plupart des producteurs font des puces de 7nm, soit environ 10.000 fois moins que l'épaisseur d'un cheveu, qui répondent à des besoins courants.

Les Hollandais d'ASML sont les seuls à faire des machines de gravure de 5nm. En position quasi monopolistique puisqu'elle est la seule capable de fabriquer des puces de 5nm, TSMC est localisée dans la zone conflictuelle de Taiwan. Pour préserver la souveraineté numérique des occidentaux, les Américains ont obtenu la création de deux usines dans l'Arizona qui seront opérationnelles fin 2026. l'UE a également obtenu qu'une usine soit construite en Allemagne. Parallèlement on est obligé de constater que, depuis l'interdiction d'achat de puces taiwanaises et de machines ASML imposée par les Américains, la Chine rattrape son retard plus vite que prévu grâce à de très gros investissement dans la recherche avec l'aide de l'espionnage technologique.

Dépendre de puissances étrangères pour le *hardware* ouvre la porte à la surveillance et aux interceptions. On l'a vu avec Cisco pour la 4G et Huawei pour la 5G. Pour limiter le risque il faut avoir des entreprises capables de concevoir et de produire en France, comme ST Micro appuyé par des labos de recherche comme le CEA Tech à Grenoble qui intéresse nos concurrents.

Le Software :

Il existe autant de logiciels tournant sur le *hardware* que d'usage, les plus critiques étant les systèmes d'exploitation (OS). Chacun crée une sorte de monopole car leurs applications sont conçues pour cet OS. De surcroit, plus il y a d'utilisateurs plus il y a d'applications ce qui attire plus d'utilisateurs. Le meilleur exemple est Microsoft qui propose un OS avec son ensemble d'applications permettant de répondre à tous les besoins.

Tout OS permet d'espionner son utilisateur directement ou par des *back doors*. C'est dans le *software* qu'apparaissent chaque semaine 5 000 virus nouveaux qui peuvent piller, détourner, copier ou détruire les données, ou encore organiser des demandes de rançons. Leur capacité peut aller jusqu'aux destructions massives avec des virus type *Scada* comme *Stuxnet* et *Olympic Games* qui peuvent détruire des usines iraniennes ou couper des sources d'énergies comme la lumière de villes ukrainiennes.

D'un autre côté l'exploitation des failles des OS et des applications ouvre des possibilités qui justifient les travaux de recherche pour les détecter et les éliminer. L'open source qui réduit une partie du danger et de la dépendance est devenue la norme la plus utilisée. La Gendarmerie française qui utilise un OS, basé en open source, sur Linux en est un bon exemple.

Le Cloud

Les Américains ont été les premiers à créer des *clouds* pour stocker des datas et créer nombre de services et logiciels en ligne. Le problème est venu des lois extraterritoriales des Etats-Unis qui permettent aux Services et administrations de pouvoir consulter et copier tout ce qui passe à travers ou utilise un élément américain.

De surcroit les différences de conception de la donnée, protégée en Europe mais commercialisée aux USA fait que des opérateurs comme, par exemple, Facebook, Tik tok ou Waze aspirent les données quand on les utilise.

Au-delà de son utilité indiscutable, le *cloud* est donc un endroit dangereux pour la sécurité des

données si l'on n'y prend pas garde. Il faut toujours vérifier où sont localisés les *datacenters* et connaître l'origine et les fonds du propriétaire du *cloud*. Ce risque réel a provoqué la création de *clouds* souverains européens et nationaux aux résultats variables car la concurrence est rude avec ceux d'outre atlantique qui sont en général moins coûteux et plus performants.

En réalité, si l'on veut vraiment sécuriser ses données, la solution passe par une évaluation hiérarchisée des données mises dans le *cloud*. On peut confier à un *cloud* américain ou international celles dont la diffusion ne représente aucun risque, à un *cloud* national celles qui sont très importantes ou essentielles, et à un *cloud* européen celles qui sont entre les deux.

La pratique montre que nous en sommes loin pour deux raisons :

- Après l'échec du projet *Andromède*, la France ne dispose que d'un nombre très restreint de *clouds* souverains performants. De plus on est obligé de constater que les tentatives d'entrées en bourse d'OVH pour se renforcer ont été perturbées selon un processus que l'on a déjà connu chaque fois que cela pouvait pénaliser des entreprises américaines.
- En dépit des alertes et sensibilisations l'Etat et de nombreuses grandes entreprises continuent à traiter avec des *clouds* et des sociétés américaines dans des domaines variés comme la santé les impôts ou les énergies.

Au-delà du législatif, incluant la certification et les réglementations en vigueur, de l'optimisation de la chaîne opérationnelle, et de la protection des données, le maintien de la souveraineté numérique implique l'utilisation de la cyberdéfense défensive et offensive face aux prédateurs de toute sortes et de toutes origines. Face à une évolution continue des technologies et des modes d'actions utilisés par les Etats, certaines entreprises et les groupes criminels, c'est un complément indispensable pour sécuriser sa position, qui utilise des outils conçus pour cette mission.

L'efficacité de la cybersécurité suppose une définition des objectifs à atteindre, un cadrage du périmètre et une identification préalable des vulnérabilités de l'entreprise. A ce stade il faut viser large en commençant par les modes de travail, les outils et leur utilisation, les bonnes pratiques, sans oublier les actions de prévention. Il ne faut jamais oublier que sans une politique de prévention on subit. Ajoutons que le développement de la mobilité et des outils nomades renforce l'importance des communications sécurisées et les risques d'interceptions.

Vouloir une souveraineté numérique demande non seulement d'anticiper mais aussi de répondre aux attaques qui se multiplient. Ainsi en 2023 :

- 69% des attaques ciblaient des entreprises
- 20% des collectivités territoriales
- 11% des établissements de santé

Sommes-nous numériquement souverains quand :

- en janvier 2024 l'hôpital Simone Veil de Cannes est attaqué par un ransomware et le groupe Ramsay santé subit une attaque conjointe dans deux établissements
- en février France Travail subit un malware infiltré ses systèmes informatiques
- en avril Saint-Nazaire subit une attaque qui paralyse les systèmes d'information et les services municipaux tandis qu'à Pont-à-Mousson la communauté de communes doit faire face à un cryptovirus
- en mai Engie subit une cyberattaque du groupe Lapsus tandis qu'Intersport se fait voler 52 Go de données sensibles.
- et pendant tout ce temps la SNCF et la Société générale affrontent des actions de pishing sur les clients qui continuent encore aujourd'hui

Les fondements et les frontières de la souveraineté numérique concernent aussi bien la data que la régulation, l'innovation que la cyberdéfense, sans oublier la puissance numérique dans tous les domaines que nous venons d'évoquer. Leur énumération et les problèmes rencontrés démontre qu'il est impossible pour un pays comme la France mais également pour l'Europe de contrôler toute la chaîne. Notre souveraineté ne peut donc être totale. Elle ne peut être que partielle et sélective car certaines composantes doivent être partagées ou transférées. C'est à travers la liberté de choisir ce qui est transférable que s'exerce la véritable souveraineté. Le but ultime étant la protection du pays et la capacité d'assurer les fonctions essentielles à son bon fonctionnement. Cette option est donc réalisable en se focalisant sur certains niveaux et certains domaines comme les logiciels dans le *software* et dans le *cloud* ou sur des secteurs stratégiques.

Mais n'oublions pas l'évolution permanente des techniques et outils. L'arrivée du quantique risque de remettre en cause toute une partie de notre analyse et des éléments potentiels de souveraineté. Pouvant gérer d'énormes ensembles de données beaucoup plus efficacement, il va changer notre futur technologique dans de nombreux secteurs. De surcroit, il faut être conscient que ces innovations et leurs applications variées vont être amplifiée par l'intelligence artificielle.

Alain JUILLET

Conférence prononcée par le président de l'AASSDN

Producteur de la chaîne Open Box TV

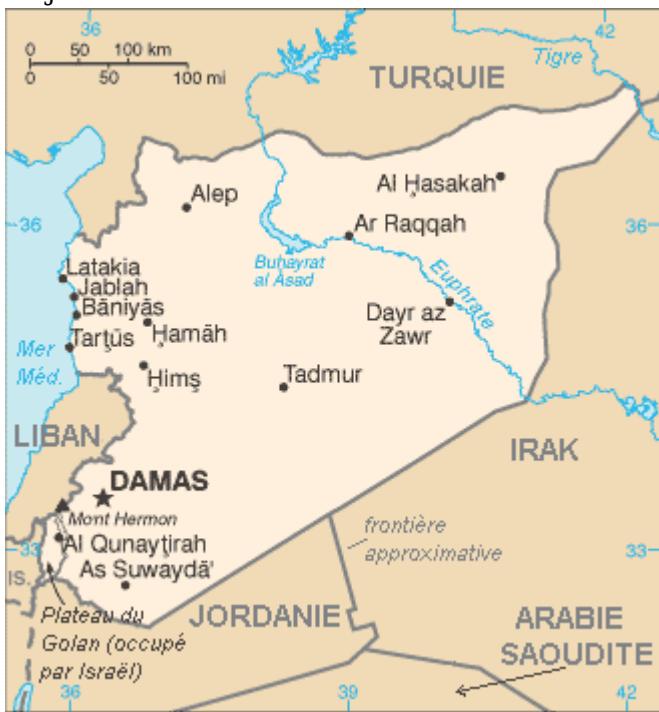
<http://openboxtv.fr/emissions/>

Vidéo : Analyse de l'implosion syrienne

après la chute du régime de Bachar al-Assad

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Videos en ligne

10 janvier 2025



Dans cette nouvelle émission, Alain Juillet et Claude Médori reviennent sur les événements en Syrie, notamment le départ de Bachar el-Assad et l'arrivée des islamistes à Damas. Alain Juillet nous éclaire sur les raisons de la chute de la maison Assad et ses incidences régionales et internationales sur l'échiquier géopolitique mondial.

Titre : ***L'implosion Syrienne : les analyses d'Alain Juillet***

Durée : **00:42:08**

Date de mise en ligne : **20 décembre 2024**

Réalisé par : **Open Box TV**

Mis en ligne sur le compte YouTube d'**Open Box TV**

Vous pouvez accéder au compte YouTube d'Open Box TV [en cliquant ICI](#)

Source photo : [Commons Wikimedia](#)

Résumé de la vidéo

La Syrie, prospère avant 2011, a été confrontée à une migration massive des populations rurales pauvres vers les villes, créant des tensions sociales. Ce phénomène a alimenté les mouvements insurrectionnels dès les premières révoltes, soutenus par des puissances étrangères. La guerre civile a opposé le régime d'Assad, appuyé par les minorités (chrétiens,

Kurdes, alaouites), à des factions sunnites influencées par des courants islamistes.

Les acteurs majeurs et la guerre civile

1. Occidentaux et opposition syrienne

- Les États-Unis et l'Europe ont soutenu des factions comme l'Armée syrienne libre. Cependant, ces groupes ont rapidement été surpassés par des mouvements extrémistes comme Al-Qaïda et le Front Al-Nosra.
- Des armes ont été fournies aux islamistes, entraînant des conséquences imprévues, dont l'installation de groupes djihadistes dans la région.

2. Assad et ses alliés

- Le régime syrien a résisté grâce à l'appui des **Russes**, des **Iraniens** (via les Gardiens de la Révolution) et du **Hezbollah**.
- Les Russes ont assuré une supériorité aérienne et maintenu leur influence avec des bases stratégiques (Tartous et Lattaquié).

3. Les Kurdes et la Turquie

- Les Kurdes ont tenté de consolider un territoire autonome (Rojava), mais se sont heurtés à la Turquie et aux djihadistes.
- La Turquie a joué un rôle ambigu en soutenant des groupes islamistes tout en contrôlant la zone frontalière d'Idlib.

Conséquences de la guerre en Ukraine

- La Russie, accaparée par le conflit en Ukraine, a réduit son soutien en Syrie, affaiblissant le régime d'Assad.
- L'absence de soutien militaire aérien a permis à des groupes islamistes, réorganisés sous la bannière de Hayat Tahrir al-Cham, de progresser.

Réactions internationales et redistribution des forces

- **Israël** a intensifié ses frappes sur les infrastructures militaires syriennes et a annexé des zones stratégiques, anticipant une montée en puissance des groupes djihadistes en Syrie.
- Les **États-Unis**, présents pour exploiter les ressources pétrolières syriennes, se

désintéressent du conflit global.

- **Les pays du Golfe** ont renoué avec le régime syrien pour contrer l'influence iranienne.

Futur incertain

- La Syrie est en voie de morcellement entre différentes zones d'influence (Kurdes, alaouites, djihadistes).
- Les minorités, notamment chrétiennes, risquent de fuir en raison de l'application accrue de la charia dans les territoires islamistes.
- La chute d'Assad pourrait engendrer un vide politique, ouvrant la voie à un régime islamiste théocratique, rappelant les expériences libyenne et afghane.

Enjeux globaux

- La complexité du conflit illustre les limites des interventions étrangères et les conséquences imprévues de la déstabilisation des régimes autoritaires.
- La région demeure un terrain de confrontation pour des puissances comme la Turquie, l'Iran, la Russie, et les États-Unis, tandis qu'Israël prépare sa défense face à une menace djihadiste croissante.

Intégration. Au 1er janvier 2025, l'espace Schengen intègre deux nouveaux pays : la Bulgarie et la Roumanie.

Category: 2020-2030,Actualités,Union Européenne
10 janvier 2025



Les frontières de Schengen s'agrandissent puisque deux pays intègrent le programme au 1^{er} janvier 2025 : la Roumanie et la Bulgarie. Pour les touristes, c'est l'assurance de pouvoir voyager plus facilement et d'en découvrir les richesses artistiques. Mais cela place également les frontières de Schengen au niveau de la mer Noire, espace crucial des circulations et des trafics illicites. Schengen aura également une frontière commune avec la Moldavie et étend sa frontière avec l'Ukraine, Odessa n'étant qu'à 540 km de Constanta, la station balnéaire roumaine des rives de la mer Noire. Schengen étant réputé pour laisser passer les trafics et les migrants illégaux, une telle extension de l'espace européen peut donc légitimement inquiéter. Plus que jamais, la mer Noire est l'un des épicentres de la conflictualité en Europe. Un enjeu crucial pour les années à venir.

Pour lire l'article dans son intégralité, rendez-vous sur le site de la revue Conflits en cliquant ICI

[Revue Conflits avec AFP](#)

30/12/2024

Géopolitique. Entre Turquie et Azerbaïdjan, le corridor de Zangezur : un enjeu géopolitique ignoré en Europe

Category: 2020-2030, Actualités, Europe de l'Ouest, Maghreb - Moyen Orient
10 janvier 2025



Le corridor de Zangezur est un espace crucial à l'échelle de toute l'Eurasie. C'est par lui que doivent transiter les routes de l'énergie reliant le Moyen-Orient à l'Europe. Il attise de nombreuses convoitises mais demeure sous-estimé en Europe.

« Il jouait du piano debout, c'est peut-être un détail pour vous, mais pour moi ça veut dire beaucoup » chantait France Gall.

De même le corridor de [Zangezur](#) entre Arménie et Azerbaïdjan, dont nul ou presque, dans l'Union européenne et ses principaux pays-membres, ne sait grand-chose.

Pourtant, ce corridor veut dire autant pour l'avenir de la cruciale charnière intercontinentale Asie-Europe débouchant sur la mer Noire, que la guerre Russie-Ukraine, sur laquelle toute l'Europe, tout le monde atlantique, s'obnubilent à présent.

S'il est achevé, ce corridor de Zangezur reliera Kars en Turquie orientale à Bakou en Azerbaïdjan, passant par une bande de territoire arménien, le long de la frontière de l'Iran, à travers la province azérie-exclave du [Nakhitchevan](#), que ce corridor arménien sépare justement du pays lui-même.

Corridor de Dantzig dans l'entre-deux-guerres mondiale... Corridor de Zangezur à présent... Toujours, des terres stratégiques. Un résultat inévitable : une situation de conflit émerge et s'aggrave. Dans le cas présent, d'autant plus que les enjeux sont majeurs :

Pour R. T. Erdogan, ouvrir ce corridor est un impératif du panturquisme ; aller droit par l'autoroute et le train, sans obstacle (chrétien, en plus), d'Ankara à Bakou, c'est l'accès direct aux « Stans » d'Asie centrale, tous turcophones (sauf le Tadjikistan) ; l'émergence d'un « Turkestan » demain rassemblé, des limites de l'Europe à celles de la Chine

Pour l'Azerbaïdjan, perspective immense, ce corridor réalisé l'installe au carrefour des deux cruciales connexions énergétiques eurasiatiques : Nord-Sud et Est-Ouest. À terme, la voie ferrée directe + autoroute [Kars-Bakou](#) en ouvre une autre, plus stratégique encore, unissant la

Russie à l'Inde ; bien plus courte, donc moins cher, que toute autre à travers l'Asie centrale. La circulation directe des conteneurs Russie-Azerbaïdjan ; de là jusqu'à Mumbai (Bombay) via l'océan Indien est le rêve des pays en cause.

La Chine aussi surveille la situation : que Zangezur s'ouvre, raccourcirait et accélèrerait ses « Routes de la Soie ».

Obstacle majeur cependant, l'Iran, que le corridor de Zangezur couperait de l'Arménie. Quelle importance, diront les âmes simples. L'Azerbaïdjan, antique terre zoroastrienne (Azer = feu en Perse) - Azerbaïdjan, pays du feu et ses temples où brûle l'éternelle flamme du naphte de son sous-sol ? Pays musulman, à 60% chi'ite ? Un allié évident pour l'Iran ? Non justement : l'Azerbaïdjan est pleinement dans l'orbite turque ; et de toujours, le chi'isme perse vit dans la révérence du christianisme arménien. Pour les chi'ites perses, sans exagérer, les Arméniens chrétiens sont un peuple-Christ aussi révéré que les Juifs pour les protestants américains.

Or là, déchirement pour Téhéran : le dernier tronçon du corridor Mourmansk - Moscou - Bakou - Mumbai, doit traverser tout l'Iran, de la Caspienne à l'océan Indien, jusqu'à son port de Chabahar. La voie ferrée Iran-Azerbaïdjan (Qazvin-Rasht-Astara) est la clé du corridor international de transport Nord-Sud (INSTC), raccordant Téhéran à l'immense grille commerciale de l'UEE (Union Économique eurasienne), suscitant maints bienfaits économiques, dont des exportations massives vers l'Asie centrale et la Russie.

Là cependant sont les soucis et espoirs de demain. Aujourd'hui, la guerre menace. Depuis novembre, l'état-major de Bakou et ses drones « Bayraktar-TB2 » turcs reprennent la surveillance des positions arméniennes, au-dessus du Karabagh, au long des frontières arménienne et iranienne ; survolant bien sûr le corridor de Zangezur et le Nakhitchevan.

Des intérêts économiques immenses. Un étroit corridor au fin fond d'une Arménie fragilisée. Un Azerbaïdjan qui renforce sans cesse un arsenal turc, que son pétrole lui permet d'acheter. Des chefs d'État comme V. Poutine et R.T. Erdogan, adeptes de la géopolitique au long cours. L'OTAN et l'UE happées par l'Ukraine et désormais, par la Syrie. Une conjugaison bien tentante, quand même.

Xavier RAUFER

[Revue CONFLITS](#)

16/12/2024

Légende et source de la carte : L'Arménie et l'Azerbaïdjan (c) Wikipédia

Un héros silencieux (poème)

Category: 2020-2030, Actualités

10 janvier 2025



Nous partageons un poème de Jean-Baptiste TOMACHEVSKY, membre du conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre - 2ème collège (Opex) ONACVG de la Moselle, vice-président du Souvenir Français (Lorquin 57) et ancien combattant

Gardien des silences, veilleur des nuits,
Sous le poids du devoir, solitaire tu te tiens,
Un fusil en main, un cœur en émoi,
Face à l'innocence qui brûle dans leurs mains.

Deux bougies, deux âmes, reflet d'espoir,
Dans ce monde troublé où la paix vacille,
Un enfant lève les yeux, brûlant d'histoire,
Cherchant dans tes traits l'écho d'un exil.

Tu es l'ombre, le rempart, l'invisible lumière,
Pour eux, tu es plus qu'un soldat, tu es un homme,
Un héros silencieux sous ta lourde armure,
Qui protège leur avenir quand la nuit se fait sombre.

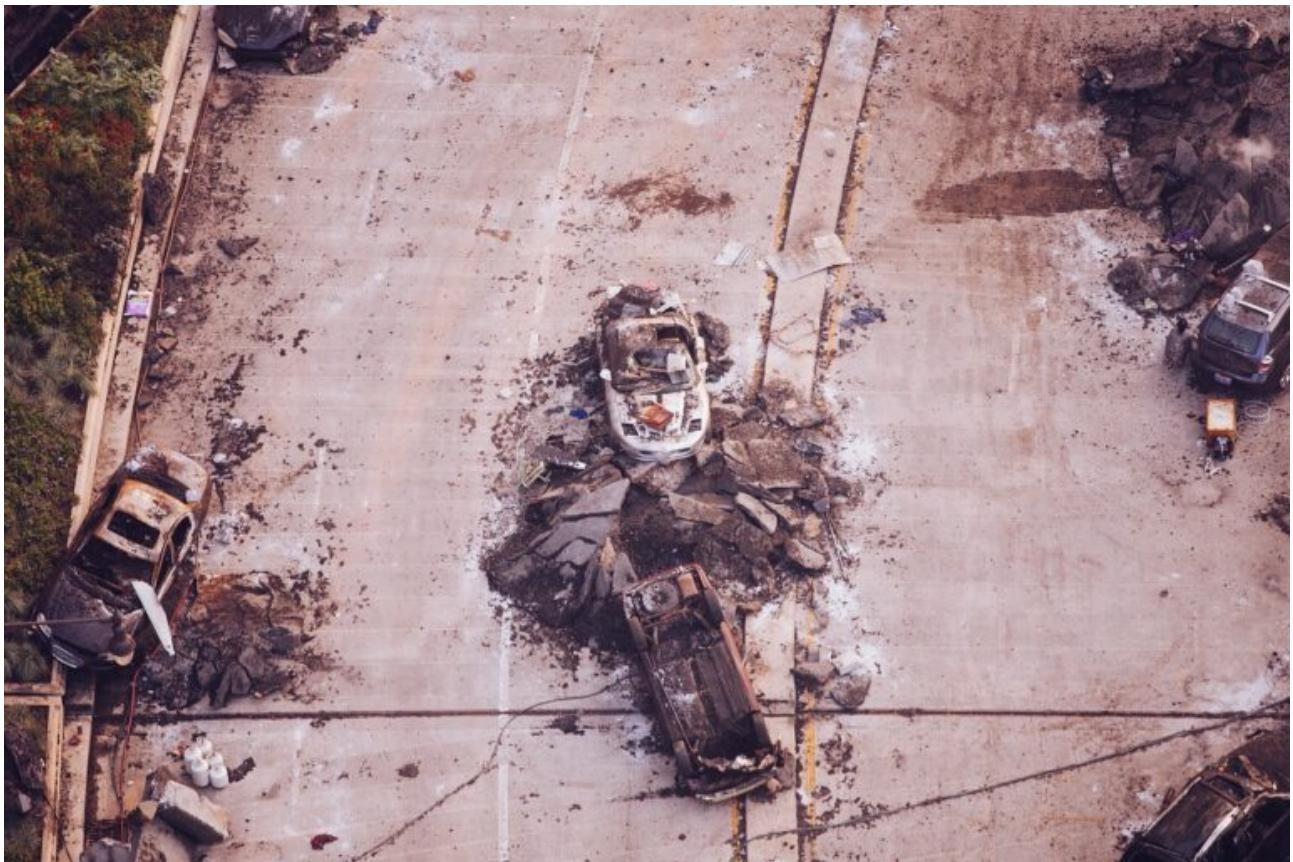
Que les flammes vacillantes guident ton chemin,
Que leurs regards d'enfants te rappellent demain.
Car dans chaque souffle, dans chaque silence,
C'est pour eux que tu portes l'uniforme en cadence.

[Jean-Baptiste TOMACHEVSKY](#)



Gaza : la difficile évaluation des pertes humaines

Category: 2020-2030, Actualités
10 janvier 2025



Les conflits actuels, notamment entre Israël et Gaza, sont marqués par des pertes humaines difficiles à quantifier précisément, souvent sources de désinformation et de polémiques. Les chiffres des victimes, contestés par les différentes parties, restent sujets à spéculation, malgré les efforts des organisations internationales pour établir une évaluation crédible.

Commentaire AASSDN : Les pertes humaines des pays engagés dans les conflits actuels sont sources de désinformation compte tenu de l'importance médiatique et stratégique qu'elles revêtent .

Entre la Russie et l'Ukraine, il est très difficile de connaître avec précision le nombre de morts, de blessés, de disparus et de prisonniers de chacune des armées.

A Gaza , sur ce territoire de 350 km2 peuplé de 2 millions d'habitants, combien de soldats israéliens ont été tués et blessés ? Seul Israël le sait avec certitude; mais combien de Gazaouis et comment distinguer les pertes des forces combattantes du Hamas des victimes civiles dites « collatérales » au sein de la population civile ? Israël conteste les chiffres donnés par le Hamas, mais n'autorise pas des organismes internationaux à venir les vérifier.

A ce jour on peut sans doute estimer à plusieurs centaines de milliers le nombre de soldats morts dans le conflit russe-ukrainien et à plusieurs dizaines de milliers le nombre de civils tués à Gaza.

Le nombre de morts à Gaza est source d'incertitude, de spéculation et de débats houleux. Depuis qu'Israël a déchaîné sa machine de guerre sur le territoire d'où le groupe militant Hamas a lancé sa frappe meurtrière du 7 octobre 2023, nous nous appuyons sur les données fournies par le ministère de la Santé de Gaza, dont le travail de comptage des morts lors des précédents cycles de conflit est considéré comme

précis, bien qu'il ne fasse pas de distinction entre combattants et civils. La plupart des organisations humanitaires, les Nations Unies elles-mêmes et les gouvernements amis d'Israël, y compris l'administration Biden, ont largement accepté les données rendues publiques comme la meilleure mesure de ce qui s'est déroulé au cours des 14 derniers mois.

Les responsables israéliens et leurs partisans à l'étranger se moquent des chiffres des victimes signalés à Gaza comme étant le produit gonflé des propagandistes du Hamas. Ils accusent le Hamas de s'être implanté dans les quartiers densément peuplés de Gaza. Mais la dévastation indéniable de Gaza et les centaines d'événements documentés faisant de nombreuses victimes racontent une histoire différente - une histoire que de nombreux groupes de surveillance et organisations de défense des droits de l'homme tentent d'étoffer plus en détail. (...)

Extrait article de **Ishaan THAROOR** avec **Kelsey BAKE**

[The Washington Post](#)

15 décembre 2024

Source photo : Pixabay